



Égypte

Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données générales

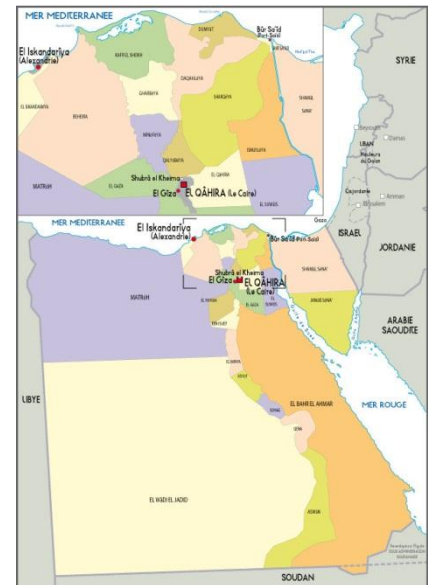
Superficie : 1 001 450 km², soit presque deux fois la France métropolitaine.

Capitale : Le Caire, environ 19 millions d'habitants.

Monnaie : livre égyptienne (LE).

Au 16 mars 2011, 1 LE = 0,122 EUR (taux de chancellerie).

Langue : arabe (dialecte égyptien). L'anglais est largement parlé dans les milieux des affaires, plus rarement le français.



Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Population : environ 80 M d'habitants.

Démographie : Taux de croissance de la population stable autour de + 2 % par an depuis plusieurs années.

L'âge médian en 2008 était de 24,7 ans et l'espérance de vie à la naissance de 72,1 ans.

Répartition des âges : 0 – 14 ans = 31,4 % de la population

15 – 64 ans = 63,8 %

65 ans et plus = 4,8 %

Infrastructures : Elles sont relativement bien développées dans les grandes agglomérations du pays, mais restent encore très sommaires en milieu rural.

Données politiques (mars 2011)

Type de régime

L'Égypte dispose d'un régime présidentiel régi par la Constitution du 11 septembre 1971, révisée en mars 2007. La révolution de janvier-février 2011 a initié un processus de transition démocratique, sous l'égide du Conseil suprême des Forces armées. Dans ce cadre, la Constitution est en cours d'amendement et ses résultats ont été soumis à un comité d'approbation puis à référendum le 19 mars 2011.

Pouvoir exécutif : après la défection du Président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981, le Conseil suprême des Forces armées (CSFA) est à la tête de l'État égyptien avec des pouvoirs exceptionnels. Le Conseil a promis de rendre le pouvoir aux Civils de manière pacifique en septembre 2011, après la tenue d'élections présidentielles démocratiques et transparentes. Le Conseil suprême est dirigé par le Maréchal Mohamed Hussein Tantawi, par ailleurs ministre de la Défense.

Le CSFA a confié au gouvernement dirigé par M. Essam Charaf la gestion des affaires courantes. Ce gouvernement, formé le 7 mars comme gage aux manifestants, est composé de personnalités indépendantes, considérées comme « propres » et non affiliées au précédent régime.



Pouvoir législatif : les organes législatifs, l'assemblée du peuple (parlement) et le conseil consultatif (sénat), ont été dissouts suite aux fraudes constatées lors des dernières élections de l'automne 2010. De nouvelles élections sont prévues mais la date reste encore à définir.

Pays arabe le plus peuplé et stratégiquement placé (Canal de Suez, frontière avec Israël), l'Égypte apparaît comme un poids lourd régional du point de vue politique et militaire. La zone d'influence de l'Égypte est triple : le monde arabe, l'Afrique et la méditerranée. Elle a mis un terme aux litiges frontaliers depuis la paix avec Israël en 1978 et bénéficie depuis d'une importante aide financière de la part des États-Unis. L'armée égyptienne, outre sa place prédominante sur la scène politique, bénéficie également de solides positions sur le plan économique.

Données économiques

Principaux indicateurs économiques

Indicateurs	Égypte	France
PIB (courant)	214 Mds USD (2009-2010)	2 649 Mds (2009)
Dette publique en % du PIB	58,5 % (juin 2010)	69,1 % en 2009
PIB par habitant	2 650 USD (2009-2010)	42 091 USD (2009)
Taux de croissance	5,1 % (2009-2010)	1,6 % (estimation 2010)
Taux d'inflation	10,8 % (janvier 2011)	1,8 % (décembre 2010)
Taux de chômage	9,1 % (1 ^{er} trimestre 2010)	9,7 % (3 ^e trimestre 2010)

Sources : Autorités égyptiennes (Banque centrale, Ministère des Finances, CAPMAS) pour les données égyptiennes, INSEE (données françaises), FMI pour le PIB/hab.

Généralités

L'Égypte représente les deux tiers de la population du Proche-Orient mais seulement un quart de son PIB. Son PIB par habitant (2 650 USD) en fait un pays à « revenu intermédiaire », comparable au Maroc et à la Syrie, mais loin derrière la Tunisie (4 200 USD), l'Algérie (4 400 USD) ou le Liban (10 000 USD).

Ses indicateurs sociaux restent défavorables : environ 40 % de la population vit avec moins de 2,5 USD par jour et le taux d'alphabétisation est encore faible mais en amélioration. Ainsi, l'Égypte n'est classée que 101^e sur 169 au classement IDH du PNUD.

Néanmoins, l'Égypte possède de nombreux atouts : sa force démographique (la population est importante, jeune – 32 % de la population a moins de 15 ans –, et dynamique – près de 2 % d'accroissement naturel –), une économie diversifiée (50 % du PIB est issu des services, 35 % de l'industrie et 15 % de l'agriculture), des rentes importantes en devises (tourisme, hydrocarbures et canal de Suez représentant 15 % du PIB) et un flux important d'IDE (stock de 60 Mds USD, soit le 2^e en Afrique et le 3^e du monde arabe).

Stratégie de développement : le tournant de 2004

L'Égypte est membre de l'OMC depuis sa création en 1995 et poursuit, dans ce cadre, la libéralisation de son régime tarifaire douanier. Elle a ainsi passé des accords tarifaires avec l'UE, l'AELA, les pays de la Ligue arabe, les pays d'Afrique de l'Est, les pays du Mercosur, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie. Ainsi, entre 2004 et 2008, le taux moyen pondéré des droits de douane est passé de 14,9 % à 5,6 %.

L'accord d'association avec l'UE a été signé en 2001 dans le cadre du processus de Barcelone et du Partenariat euro-méditerranéen, lancés en 1995, et est en vigueur depuis juin 2004. L'accord tend au libre-échange entre l'UE et l'Égypte avec une période de mise en place sur quinze ans.

Ces accords ont exposé l'Égypte à une concurrence internationale accrue, et l'ont contrainte à revoir sa stratégie de développement. Les réformes entamées en 2004 visaient ainsi à rendre l'économie égyptienne plus compétitive en tirant parti de sa position géographique et de ses avantages comparatifs en infrastructures, coût de main-d'œuvre et

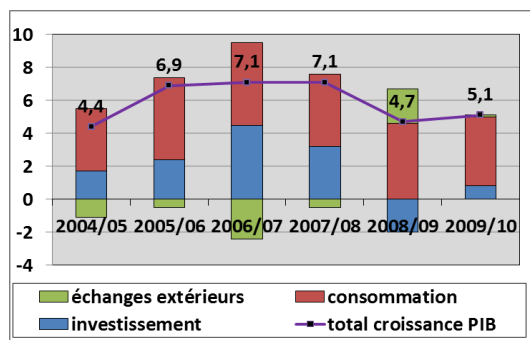


en langue (le dialecte égyptien est compris dans tout le monde arabe), afin de favoriser les investissements étrangers et le développement de l'offre locale. Ainsi, l'Égypte a été classée parmi les 10 pays se réformant les plus rapidement par la Banque mondiale en 2008, 2009 et 2010. Voici les mesures phares de ce programme :

- **Privatisation** de plus de 150 entreprises depuis 2004.
- **Refonte et simplification du système fiscal** (taux unique d'imposition sur les bénéficiaires à 20 %, instauration d'une taxe foncière et d'une TVA unique encore en projet, incitations fiscales ciblées).
- **Création de zones franches** et de zones de développement avec un régime fiscal particulier.
- **Protection et promotion des investissements et protection de la propriété intellectuelle.**
- **Développement des PPP.**

Afin de mieux faciliter les échanges extérieurs, cette politique a été couplée à une politique de stabilité du change par rapport au dollar. La révolution du début de 2011 a cependant entamé cette stabilité et pesé sur la livre égyptienne.

Conséquences de ce revirement, conséquences de la crise et plan de relance



Évolution de la croissance et principales contributions.
Source : Ministère des Finances.

Les principales conséquences de l'ouverture de l'économie égyptienne ont été une spectaculaire augmentation du volume des échanges extérieurs et des IDE ainsi qu'une croissance à la hausse, portée par la consommation et l'investissement.

La crise financière mondiale de 2008 n'a pas directement affecté l'Égypte, son secteur bancaire étant peu exposé aux produits financiers à risques. En revanche, la crise économique mondiale qui s'en est suivie a eu plus de conséquences et notamment une baisse des recettes liées aux rentes du pays (tourisme, hydrocarbures, Suez), une dégradation des comptes publics (déficit public de 6,8 % en 2007-08, 6,9 % en 2008-09, 8,2 % en 2009-10) ainsi qu'une baisse des entrées d'IDE (- 40 % en 2008-09 et - 17 % en 2009-10) et une importante sortie de capitaux.

Néanmoins, la croissance est restée relativement élevée (4,7 % en 2008-09 et 5,1 % en 2009-10), portée par la consommation des ménages et certains secteurs d'activité comme la construction, la production manufacturière ou les TIC. Cette bonne santé est également liée au plan de relance de 6 Mds USD (soit 3,7 % du PIB) mis en place dès novembre 2008 afin de limiter les effets de la crise.

L'année fiscale 2009-10 a ainsi vu une amélioration de la situation économique égyptienne (rétablissement de la balance des paiements, augmentation des revenus de la rente). Néanmoins, l'importante crise politique et sociale du début de 2011 a pour conséquence à court terme une détérioration des comptes publics (coût des réparations, augmentation des salaires de base des fonctionnaires, plan de relance et baisse des revenus fiscaux due à la baisse de l'activité). L'activité économique est par ailleurs fortement ralentie. Les investissements publics sont en particulier touchés : si les programmes en cours seront menés à leur terme, les appels d'offres sont en grande partie gelés. Le tourisme, la construction et le secteur financier sont également très touchés.

À moyen terme néanmoins, le rythme de croissance égyptien ne semble pas menacé, du fait de la forte volonté gouvernementale de prolonger les efforts consentis pour la croissance et l'emploi. De plus, la diminution de la corruption et une meilleure transparence des principales institutions publiques et privées ne peuvent qu'avoir des effets positifs à long terme sur l'économie.

Commerce extérieur

Importations de l'Égypte en 2009/2010

49 Mds USD (- 5,1 % par rapport à 2008-09)

Exportations de l'Égypte en 2009/2010

23,8 Mds USD (- 2,7 % par rapport à 2008-09)

Exportations de la France vers l'Égypte en 2010

2,5 Mds USD (+ 31 % par rapport à 2009)

Importations de la France depuis l'Égypte en 2010

1,55 Mds USD (+ 22 % par rapport à 2009)

Poids de la France

4,7 % des importations égyptiennes

Après avoir été multipliés par 2,9 entre 2003-04 et 2007-08 (passant de 28,4 Mds à 82 Mds USD), les échanges commerciaux égyptiens ont légèrement baissé du fait de la crise (72,8 Mds en 2009-10, soit 12,6 % de baisse par rapport à 2007-08). Les exportations et les importations ont connu des taux de croissance assez similaires durant la période, et le déficit commercial s'est donc creusé (25,2 Mds en 2009-10, contre 7,6 Mds en 2003-04).

L'Union européenne (36,5 % de part de marché) et les États-Unis demeurent les premiers partenaires commerciaux de l'Égypte. L'Union européenne est le premier fournisseur et le premier client. À noter que l'Asie est désormais le deuxième fournisseur de l'Égypte.

Les échanges commerciaux entre la France et l'Égypte ont progressé de 120 % depuis 2004, faisant de l'Égypte le premier client de la France au Proche Orient devant le Liban et Israël. Notre part de marché atteint 4,7 % en 2009-10, la France demeurant le 6^e fournisseur du pays, derrière les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse, le Royaume-Uni, la Chine. La France absorbe 3,5 % des exportations égyptiennes en 2009-10 (ces exportations ont été multipliées par 3 depuis 2003-04).

Investissements et présence française

Les investissements

Avec un stock cumulé d'investissements directs étrangers (IDE) estimé à 66,7 Mds USD en 2009 (environ 35 % du PIB), l'Égypte est devenue la première destination d'IDE au Proche Orient et la troisième du monde Arabe, derrière l'Arabie saoudite et les EAU. Cette performance s'explique par les réformes entreprises pour améliorer la protection des investissements et le climat des affaires en Égypte depuis 2004 (cf. section données économiques), ainsi que par la ratification de nombreux accords internationaux et bilatéraux garantissant la sécurité des investissements en Égypte. Après une année record en 2007-2008, avec des flux nets de 13,2 Mds USD (+ 19 %), les flux d'IDE se sont ralentis suite à la crise économique mondiale pour atteindre 6,8 Mds USD en 2009-2010 (cf. graphique ci-contre). La crise politique de 2011 devrait mener à court terme à un net ralentissement des flux entrants d'IDE, mais ne devrait pas pour autant remettre en cause l'attractivité de l'Égypte sur le moyen et long terme.

La présence française

Les entreprises françaises souhaitant s'implanter en Égypte bénéficient des accords bilatéraux sur la protection de l'investissement et sur la non double-imposition. La France figure ainsi désormais aux tous premiers rangs des investisseurs étrangers : plus de 120 d'entreprises filiales, représentant près de 3 Mds euros de fonds propres et employant 50 000 personnes, sont présentes en Égypte.

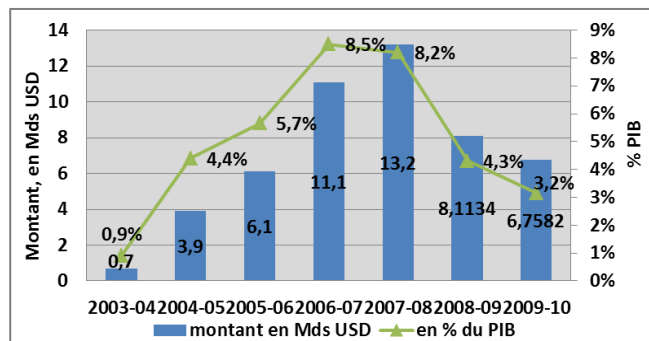
Top 5 des exportations françaises vers l'Égypte (2010)

1. Produits agricoles (blé notamment) : 28 %
2. Équipements mécaniques, électriques, électroniques ; informatique : 20 %
3. Matériel de transport (dont avions) : 16 %
4. Produits chimiques, parfums, cosmétiques : 10 %
5. Produits pharmaceutiques : 9 %

Top 5 des exportations égyptiennes vers la France (2009-10):

1. Hydrocarbures (pétrole et gaz) : 51 %
2. Produits chimiques, parfums et cosmétiques : (engrais) : 26 %
3. Textiles, habillement : 7 %
4. Produits pétroliers raffinés : 5 %
5. Équipements mécaniques, électriques, électroniques ; informatique : 3 %

Source : Douanes françaises.



Evolution du flux nets d'IDE, source : Banque Centrale Egyptienne

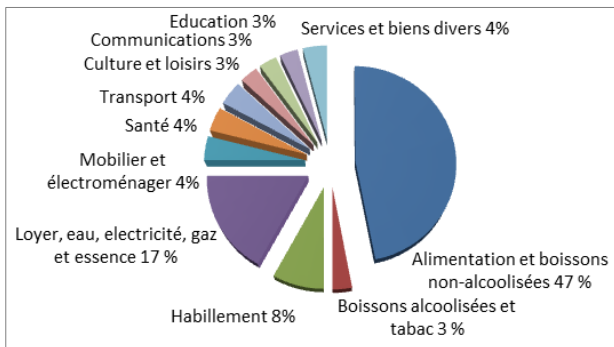
Les investissements français sont concentrés dans les secteurs industriels : ciment (Lafarge, Ciments Français, Vicat), équipement électrique (Schneider, Nexans, Groupe Atlantique, Legrand), gaz industriels (Air Liquide), pharmacie (Sanofi-Aventis, Servier), chimie (Rhodia, Arkema), matériaux de construction (Saint-Gobain, Soprema, Bonna-Sabla), tôlerie (groupe Pyramide) et les produits agroalimentaires (Bel, Bongrain, Lactalis, Danone).

Les investissements sont également très présents dans les services : tourisme (Accor, Club Med), transports aériens (Air France, ADP), transports maritimes (CMA-CGM), services financiers (Société Générale, Crédit Agricole, BNP-Paribas), assurance (Gras-Savoie, Coface, AGF-Allianz), télécommunications et informatique (France Télécom, Alcatel-Lucent), génie civil (Vinci, Bouygues), ingénierie (Sogreah, Degrémont, Canal de Provence, Nantaise des Eaux, Systra, EgisRail et EgisAvia, Technip), environnement (Veolia) et distribution (Carrefour, Total). Enfin, quelques PME françaises (Top industries, ICS), et de nombreux entrepreneurs individuels (plus de 300) sont également implantées en Égypte.

Consommation et distribution

Une consommation en croissance constante

Comme indiqué précédemment, la consommation est le premier facteur de croissance en Égypte. Cela est bien illustré par le fait que la consommation a représenté pour la première fois plus de la moitié du PIB en 2009-2010. Même si celle-ci est principalement constituée de produits alimentaires (environ 45 %), de nombreux autres secteurs sont représentés et celle-ci est en voie de diversification.



Répartition de la consommation par poste. Source : Capmas.

L'émergence d'un nouveau type de consommateur

Les Égyptiens de classe A, B et C + (17 % de la population) possèdent le pouvoir d'achat suffisant pour fréquenter des points de ventes modernes proposant des produits plus haut de gamme que ceux proposés dans le commerce traditionnel. En effet, le quintile le plus riche concentre 42 % des revenus et leur mode de consommation se rapproche de plus en plus de celui des Occidentaux. Cela s'exprime à travers de nombreuses opportunités notamment dans la mode, l'automobile et les nouvelles technologies.

Pendant, l'Égypte reste un pays pauvre où 40 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. En conséquence, le premier critère d'achat reste le prix mais les points de vente modernes parviennent aussi à répondre à cette attente.

La distribution moderne est en pleine expansion

La distribution moderne ne représente que 12 % du marché mais son expansion est très rapide et les perspectives de croissance du secteur soutenues. En effet, le nombre d'hypermarchés est passé de 4 à 16 entre 2003 et 2010 et 150 supermarchés ont ouverts sur la même période pour atteindre un total de 683 en 2010. En parallèle, il est important de noter le développement des *malls*. L'agglomération cairote comporte désormais une trentaine de « *malls* », dont *City Stars*, ouvert en 2005, deuxième plus grand centre commercial du Moyen-Orient. Il accueille la quasi totalité des franchiseurs étrangers présents en Égypte et capte une partie de la clientèle qui faisait autrefois ses achats à l'étranger. À noter toutefois que sur les 200 000 visiteurs hebdomadaires de *City Stars*, seuls 15 à 20 % sont des acheteurs, les autres étant des visiteurs.

Pour répondre à des nouveaux modes de consommation

Ces « nouveaux consommateurs » ont aussi de nouvelles envies. À l'opposé du commerce traditionnel fragmenté où les magasins restent spécialisés et proposent souvent une gamme restreinte de produit, il existe une forte demande pour du « tout sous un même toit ». Ces nouveaux consommateurs aiment l'espace, les services proposés par les centres commerciaux (restaurants, parkings, distributeurs...) même si le prix reste le facteur déterminant de l'acte d'achat.

Ces 17 % de consommateurs représentent à l'heure actuelle 13 M de personnes. La croissance naturelle de la population associée aux bonnes perspectives de croissance économique laissent présager que cette population (et la consommation qu'elle entraîne) va augmenter constamment et qu'elle représente l'une des principales opportunités de l'Égypte pour de nombreuses entreprises françaises.

Opportunités sectorielles



Agrotech

La consommation alimentaire devrait augmenter de 30 % d'ici à 2013 et elle représente 45 % de la consommation des ménages. L'Égypte a fait le choix d'une agriculture très insérée dans l'économie mondiale au détriment d'une politique réelle de sécurité alimentaire. Dans ce contexte, quelles sont les opportunités ?

Un pays structurellement en déficit alimentaire

Avec 3,5 % de la superficie du pays cultivable et une population de plus de 80 M d'habitants, l'Égypte présente des niveaux d'autosuffisance alimentaire très faibles pour nombre de produits de base qui composent la quasi exclusivité de l'alimentation d'une grande partie de la population (50 % pour le blé (premier importateur mondial), 60 % pour le maïs, 40 % pour les fèves, 70 % pour le sucre, 35 % pour les huiles, 65 % pour la viande rouge...). Il est à noter que la France a réalisé en 2010 un excellent résultat avec 30 % de part de marché sur l'import de blé. L'ouverture du marché des bovins sur pieds cette même année permet d'entrevoir des perspectives très intéressantes dans ce secteur. En parallèle, une demande existe sur des marchés de niche pour des produits beaucoup plus haut de gamme essentiellement destinés aux grands hôtels et restaurants ainsi qu'aux Égyptiens de classe A.

Opportunités : viande bovine (sur pieds et surgelée), denrées agricole brutes (blé, fèves, maïs, légumes...), denrées alimentaires transformées (moutarde, fromage...) et produits de luxe (foie gras...).

Une volonté forte d'augmentation de la production agricole

Malgré cette forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur, l'Égypte est engagée dans une dynamique d'augmentation de la production agricole par une extension des surfaces cultivées d'une part et par une augmentation des rendements d'autre part. La surface agricole a en effet augmenté de 25 % dans les années 1990 et encore de 10 % dans les années 2000. Cela est essentiellement lié à une politique d'extension à travers des méga-projets agricoles qui prévoient de rendre cultivable 1,5 Mds d'hectares en 10 ans soit l'équivalent de 18 % des terres actuellement cultivées. Le cas de la betterave illustre bien ces tendances. De 2007 à 2010, les superficies emblavées ont augmenté de 40 % et la production de 50 %. Cependant, l'Égypte est aussi un exportateur de légumes (oignons, pommes de terre et légumes surgelés notamment) vers le Moyen-Orient et l'Europe. L'augmentation des rendements est une priorité affichée pour combler le déficit de la balance commerciale alimentaire.

Opportunités : machinisme agricole, semences, intrants, conseil agricole...

Une industrie agroalimentaire en pleine croissance

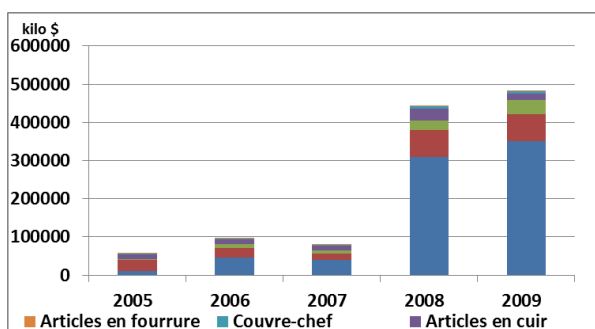
Le secteur de l'agroalimentaire représente 20 % de la production industrielle et a connu une croissance moyenne de 7 % sur la période 2005-2009. Ceci est lié à de nouvelles habitudes alimentaires (conserves, boissons : croissance de 25 % prévue d'ici à 2013...) mais aussi au développement des exportations et notamment dans les produits laitiers avec une présence notable des grands groupes français du secteur (Bell, Danone, Bongrain...). L'Égypte profite donc de sa position géographique, de sa main-d'œuvre peu chère et de son attractivité fiscale pour les investisseurs pour produire des denrées qui sont exportées vers tout le monde arabe.

Opportunités : lignes de production, froid, traçabilité, qualité, logistique, conseil, logiciels...



Mode, habitat, santé

Depuis une dizaine d'années environ, la consommation en Égypte s'est profondément transformée. Avec l'émergence d'une nouvelle classe de consommateurs aux modes de consommation plus occidentalisés, la multiplication des franchises étrangères et des points de ventes modernes, le secteur des biens de consommation connaît une croissance rapide.



Évolution des importations dans le domaine de la mode.

Source : Global Trade Atlas.

Le secteur de la mode illustre bien ceci. De nombreuses marques étrangères (Marks and Spencer, H&M, Zara, Nike...) mais aussi françaises (Promod, Givenchy, Manoukian, Daniel Hechter, Dim, Lacoste, Etam, Axara...) sont déjà présentes. Dans ce sous-secteur, les importations ont été multipliées par cinq entre 2007 et 2009 et quasiment par neuf en ce qui concerne le prêt à porter.

Opportunités : devenir franchisé en Égypte dans un point de vente moderne.

En parallèle de cette nouvelle façon de consommer, de nombreux Égyptiens aspirent à la propriété. En effet, selon le cabinet Synovate, 21 % des Égyptiens de classe A envisagent

l'achat d'une **maison** en 2011. Ceci se traduit par la construction de 800 000 unités d'habitation par an. Autour du Caire, une quinzaine de villes nouvelles sont en construction et les *compounds* se multiplient près des grandes villes du pays. Très logiquement, le marché du second-œuvre bénéficie de l'embellie du secteur du BTP.

Opportunités : meubles, articles de décoration d'extérieur, mastics, canalisations et technologies d'économie d'énergie. À noter qu'il est extrêmement intéressant de parvenir à rentrer dans les standards de prescription des principaux cabinets de consultants en architecture du pays.

Le secteur pharmaceutique et médical est en pleine expansion. Le marché Égyptien est l'un des plus importants du Moyen-Orient de par la croissance régulière de sa population et le niveau relativement faible de la production locale.

De nombreuses opportunités existent dans le domaine de l'équipement médical grâce aux construction-réhabilitation d'hôpitaux et de facultés de médecine. De plus, les droits de douane sur ces équipements sont passés de 12 à 2 %.

Opportunités : appareils ultra-sons, scanners, appareils chirurgicaux, équipements de laboratoires, appareils d'anesthésie, à dialyse, à ultra-sons et chirurgicaux et scanners.

Le marché des produits pharmaceutiques, lui, est estimé à 2,4 milliards de USD en 2008 dont plus d'un tiers sont importés, souvent des produits issus de recherches et de technologies avancées. Plusieurs multinationales produisent localement dont Novartis, Pfizer, Merck et Sanofi Aventis.

Opportunités : la production locale sous licence permet d'obtenir une meilleure pénétration sur le marché local mais aussi de pouvoir exporter vers les autres pays du Moyen-Orient.



Nouvelles technologies, innovations et services

Télécommunications

Ce marché de 6,3 Mds USD est en forte progression (+ 20 % en 2010 principalement grâce à la téléphonie mobile).

L'Égypte comporte trois opérateurs mobile (Mobinil, Vodafone et Etisalat) pour un taux de pénétration de 85 %, un opérateur fixe (Egypt Telecom) pour 12 % de taux de pénétration ainsi que de nombreux opérateurs Internet (mais TE Data et Linkdotnet possèdent 80 % du marché) pour 30 % de taux de pénétration.

Opportunités : licences *triple-play* prochainement octroyées, développement de l'ADSL, infrastructures et équipements (fibre optique, *wireless* (système Wimax)) et VoIP à terme. L'octroi d'une 4^e licence mobile est envisagé et le 3G se développe. Enfin, l'octroi d'une seconde licence de téléphonie fixe est à l'étude.

Hardware, software et services informatiques

Ce marché de 1,4 Mds USD (60 % *hardware*, 25 % *SI*, 15 % *software*) est en progression (+ 10 % en 2010). Les principaux acheteurs sont le gouvernement et le secteur financier.

Opportunités : le pays bénéficie de programmes gouvernementaux favorisant l'acquisition de matériel informatique qui favorise la croissance d'un marché encore peu saturé. En ce qui concerne le *software*, même si le marché reste encore pénalisé par le faible taux de pénétration du matériel informatique, il existe des opportunités dans le *software* basique et les applications professionnelles comme les progiciels de gestion intégrée, la gestion des relations client ainsi que la gestion de données. En parallèle, l'Égypte devient un site majeur d'*outsourcing*, notamment dans le domaine des *call centers* (classé 4^e pays au monde dans les meilleures destinations d'*outsourcing* par AT Kearney en 2011). Le Maadi ICT Park compte ainsi 40 000 sièges.

Franchise

Ce marché représente 1,35 Mds USD. Il est en forte progression (revenus multipliés par 2,2 entre 2004 et 2009). Forte volonté institutionnelle de moderniser le secteur de la distribution avec notamment la création de l'Agence pour le commerce intérieur en 2009

Opportunités : le marché est encore largement insaturé, même dans le secteur des biens de consommation où beaucoup de grandes marques internationales sont pourtant déjà représentées. De larges sous-secteurs restent encore très peu développés et présentent un fort potentiel de croissance : services à la personne (nettoyage, sécurité, habitat), services aux entreprises (RH, propreté, comptabilité), santé, éducation et formation professionnelle et hôtellerie moyenne gamme notamment.

Audiovisuel

Opportunités à prévoir dans ce secteur du fait de la possible libéralisation des médias à venir (fin de la censure par le ministère de l'Information), et d'une forte demande intérieure pour une offre télévisuelle et cinématographique renouvelée. Création fort probable de nouvelles chaînes privées qui entraînera des besoins dans les domaines de la formation (journalistes, techniciens), de l'équipement, de la production et de la *TV on line*.



INFRASTRUCTURES, TRANSPORT ET INDUSTRIES

Environnement

En 2010, le **marché de l'eau** est estimé à 729 millions de USD. Le secteur de l'assainissement voit se multiplier les projets d'usines de traitement des eaux usées, notamment sous forme de partenariats public-privé (loi de 2010).

Opportunités d'affaires dans l'assainissement, le dessalement d'eau de mer, la protection de la ressource en eau...



En 2010, le **marché des déchets** est estimé à 70 millions de tonnes de déchets/an (d'origine ménagère à 60 %).

Opportunités d'affaires dans la gestion des déchets des villes nouvelles et des déchets industriels. À noter que la gestion des déchets urbains est de la compétence des gouvernorats, hormis dans le cas des villes nouvelles.

Énergie, chimie

Énergie électrique

La capacité de production électrique installée en Égypte est de 23,5 GW dont 87 % sont issus du thermique-gaz. Face à une croissance de la consommation de + 7 % par an, un programme national d'accroissement des capacités de génération fera appel aux énergies renouvelables et au nucléaire civil. La capacité installée devrait doubler d'ici 2027.

Opportunités : technologies augmentant l'efficacité énergétique et projets de diversification de la matrice énergétique, notamment éolien.

Hydrocarbures, chimie et pétrochimie

L'Égypte est le 2nd producteur de **gaz naturel** d'Afrique avec 70 milliards/m³/an et le 5^e de pétrole (710 000 b/j).

La **pétrochimie** : 12 % de la production industrielle et un volume de 15 millions de tonnes/an pour 7 milliards de USD. Un *master plan* pétrochimique prévoit 24 complexes pétrochimiques à construire dans des zones industrielles.

Chimie : plus de 1 800 sociétés égyptiennes exportent pour plus de 5,5 milliards USD en 2009.

Opportunités : ingénierie, équipements, technologies, services aux sociétés pétrolières, gazières et pétrochimiques.

Transport et travaux publics

Le réseau **routier** égyptien est de 46 000 km.

Opportunités : équipements et systèmes pour la rénovation des routes.

Le réseau **ferré** est de 5 000 km de lignes, non électrifiées pour la plupart. L'extension du métro du Caire est en cours.

Le transport **aérien** s'effectue notamment par 7 aéroports internationaux dont les installations sont assez récentes.

Le transport **maritime et fluvial** : neuf ports principaux et le canal de Suez. Projet phare : porte-conteneurs de Port-Saïd. Le transport sur le Nil représente 1 % du volume total des passagers et des marchandises transportés en Égypte.

Les **travaux publics** : un chiffre d'affaires de 7,2 Mds de USD et un taux de croissance de 7 %.

Opportunités : le gouvernement de transition annonce un programme de grands travaux tel l'axe routier nord-sud via le désert. Par ailleurs, la rénovation du Caire ancien est une opportunité économique pour toute la filière du bâtiment.

Industrie

Industrie automobile : 250 000 ventes en 2010 (+ 22 %).

Opportunités sur le marché des pièces détachées de qualité.

Industries mécaniques diverses : chiffre d'affaires de 14 Mds EUR.

Des **opportunités** existent dans la fabrication des tuyauteries métalliques, machines de production de fer à béton, meubles en métal et escaliers mécaniques.

Plasturgie : 4 milliards de USD/an (+ 6 %).

Opportunités sur des marchés de niches (automobile, médical...).

Environnement des affaires et conseils pratiques

À l'exception de la période du Ramadan où l'activité économique est fortement ralentie, les horaires de travail sont classiquement compris entre 9 h 00 et 16 h 00. De manière générale, les rendez-vous sont plutôt octroyés en fin de matinée ou en début d'après-midi. L'anglais est très fortement répandu dans le milieu des affaires, plus rarement le



français. L'utilisation des méls comme moyen de communication est en cours de développement mais n'est pas encore pleinement répandue. Le mode de règlement le plus communément utilisé en Égypte reste la monnaie fiduciaire. Cependant, les moyens de paiements sont en pleine modernisation et une utilisation accrue des virements bancaires et des règlements par Internet est observée. Les chèques sont moins utilisés.

En ce qui concerne les moyens de paiement internationaux, le crédit documentaire irrévocable et confirmé est le moyen à la fois le plus sécurisé et le plus fréquent, notamment pour les premières transactions commerciales. La remise documentaire, qui présente certains inconvénients pour la sécurité, est également possible. La Banque centrale a récemment incorporé le virement SWIFT (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*) au système RTGS (*Real Time Gross Settlement*) permettant les transferts de fonds internationaux en temps réel. N'offrant pas de garanties de paiements, ce moyen répond en particulier aux besoins de règlements entre partenaires de confiance ou sociétés affiliées.

UBIFRANCE et les Missions économiques vous proposent quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes du réseau UBIFRANCE et les Missions économiques.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : www.ubifrance.fr

© 2010 – Ubifrance et les Missions Economiques.

Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance et des Missions Economiques, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance et les Missions Economiques ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés. Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Ubifrance et les Missions Economiques ne sauraient en aucun cas être responsables d'éventuels changements.

Auteur : Mission économique Ubifrance

Adresse : 10 rue Sri Lanka, Zamalek, Le Caire

Contact : +20 2 27 39 35 00 / lecaire@ubifrance.fr

Rédigée par : Pierre Péré / Alexandre Goudineau

Revue par : Dominique Mauppin

Version originale du 27 août 2009

Mise à jour du 16 mars 2011

